



Réunion de la Task Force Tunisie-Union européenne
28-29 septembre 2011
Tunis

Conclusions des co-Présidents

1. La première réunion de la **Task Force conjointe Tunisie-Union européenne** (UE) s'est déroulée les 28 et 29 septembre à Tunis sous la présidence conjointe du Premier Ministre de Tunisie, Mr Béji Caïd Essebsi, et de Madame Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de Commission européenne, et en présence de la Présidente de la Confédération Helvétique, Mme Micheline Calmy-Rey, des membres du Gouvernement tunisien, du Commissaire européen Stefan Füle, du Représentant Spécial de l'UE, Bernardino León, des représentants du Parlement européen, des Etats membres de l'UE, du secteur privé, et de très nombreuses institutions financières internationales et régionales (liste en annexe).
2. Cette Task Force a été constituée pour mieux comprendre et identifier les défis et besoins auxquels est confrontée la Tunisie dans son processus de transition démocratique. Elle vise à coordonner plus efficacement le soutien de la communauté internationale et à accélérer et mieux cibler celui de l'Union européenne, avec des mesures et initiatives à court terme. La Task Force contribuera à renforcer très substantiellement et très concrètement le partenariat entre l'Union européenne et la Tunisie.
3. Dans cette phase historique que traverse la Tunisie, les autorités ont fait état des **préparatifs pour les prochaines élections** à l'Assemblée constituante qui sont les premières élections démocratiques dans la région depuis la révolution de janvier et les premières élections véritablement démocratiques depuis l'indépendance de la Tunisie. Elles ont présenté leur **stratégie de développement** économique et social 2012-2016 ("Plan Jasmin"), tout en soulignant les défis économiques à court terme auxquels fait face le pays. Les représentants des pays tiers et des organisations internationales ont exprimé leur soutien au processus de démocratisation, de développement et de réforme en cours, en soulignant que la réussite de ce processus aura des répercussions favorables à la fois pour la stabilité et la prospérité de la Tunisie mais également pour toute la région.

Vers un partenariat privilégié

4. La Tunisie, pionnière de la transition démocratique dans le monde arabe, est appelée à jouer un rôle stratégique majeur dans le voisinage de l'UE. Les représentants de l'Union européenne et de la Tunisie ont annoncé le début le 30 septembre des négociations visant à mettre en place avec la Tunisie un **partenariat privilégié** dans tous les domaines d'intérêt mutuel qui réponde aux besoins de la Tunisie et corresponde aux nouvelles ambitions des deux partenaires. L'ambition conjointe de l'UE et de la Tunisie est d'établir ce partenariat par la mise en œuvre d'un plan d'action qui marque un véritable saut qualitatif dans les relations entre les parties. Il visera en particulier le renforcement de la coopération politique, y compris entre le Parlement tunisien et le Parlement européen, le soutien à la démocratisation ainsi qu'une intégration progressive au sein du marché intérieur de l'Union européenne, à travers notamment un processus de rapprochement législatif et réglementaire dans l'esprit de l'initiative 2020.

Récupérer les actifs frauduleusement acquis

5. La Task Force a souligné l'importance politique prioritaire du retour des **actifs frauduleusement acquis** et actuellement gelés dans un certain nombre de pays tiers. La Task Force s'est engagée à faire tout ce qui est possible pour aider les autorités tunisiennes à retourner au peuple tunisien ce qui a été volé par la corruption du précédent régime. Afin de faciliter la récupération de ces actifs, l'UE a annoncé qu'elle mettra à disposition des autorités tunisiennes une assistance, y compris une équipe de soutien pour la récupération des actifs, composée d'experts présents à Tunis et Bruxelles. En outre, il a été annoncé qu'une réunion d'experts de haut niveau sera organisée à Bruxelles en novembre, en coopération avec la Banque Mondiale et les Nations Unies (UNODC), au bénéfice des autorités tunisiennes, afin de se coordonner avec les représentants des Etats membres de l'UE et d'autres pays qui sont seuls compétents pour les opérations de rapatriement des fonds.

Faire face aux besoins financiers immédiats

6. La première séance de la Task force s'est focalisée sur l'investissement et la croissance en vue d'accroître l'emploi et réduire le chômage et les disparités régionales. Du fait du ralentissement économique, les **besoins de financements** extérieurs de la Tunisie ont augmenté sensiblement.
 - Conscients des besoins à court terme de la Tunisie, plusieurs bailleurs ont soutenu le programme de relance des autorités et ont mobilisé au total une **enveloppe d'un milliard d'euros**. Dans ce contexte, la Commission européenne et les autorités tunisiennes ont signé, en marge de la réunion, un accord de financement par lequel l'UE accorde un don de 100 millions d'euros en soutien au plan de relance. Ce don est accompagné de prêts consentis par la Banque

Mondiale (USD 500 millions), la Banque Africaine de Développement (USD 500 millions), et l'Agence française de Développement (185 millions d'euros).

- Un deuxième accord de financement d'un montant de 57 millions d'euros sous forme d'un don de l'UE a été signé; il soutient les réformes dans le **secteur de l'eau**, en améliorant la gestion de l'eau, en particulier dans les zones agricoles en vue de leur développement durable.
- Par ailleurs, la Commission européenne a confirmé le début du programme d'appui aux **zones défavorisées**, annoncé au lendemain de la révolution pour un budget de 20 millions d'euros. Il permettra de réhabiliter une centaine de quartiers défavorisés, de développer l'accès aux services de micro-finance pour environ 40 000 personnes, et d'appuyer l'insertion des jeunes chômeurs non diplômés.
- La Commission européenne a annoncé que les progrès du processus de réforme ont permis à la Tunisie d'être le premier bénéficiaire du nouveau programme régional **SPRING** (Support for Partnership, Reform and Inclusive Growth). Celui-ci met à disposition des pays partenaires du Voisinage Sud les plus avancés dans les réformes démocratiques des fonds pour accompagner la bonne gouvernance, la croissance économique et le développement social.
- Au total, à la suite de la révolution, la Commission européenne aura **doublé son aide** en 2011 par rapport aux prévisions initiales de 2011, **de 80 à 160 million d'euros**, pour des acteurs étatiques et non étatiques, totalisant, à ce stade, **400 millions d'euros** sur la période 2011-2013.
- Plusieurs **Etats membres** de l'Union européenne ont également accru leurs enveloppes financières au bénéfice de la Tunisie.

Stimuler l'investissement, la croissance et l'emploi

7. La Task Force s'est félicitée de la présentation par les autorités Tunisiennes de leur « Stratégie de développement économique et social 2012-2016 » qui constitue un cadre de référence solide pour accompagner la transition en cours. Les représentants du secteur privé ont souligné les avantages de l'investissement en Tunisie et les réussites déjà enregistrées. Il y a eu un consensus afin de prendre des mesures visant à **stimuler l'investissement privé**.
 - La Banque européenne d'investissement (BEI) a confirmé son engagement à accélérer la mise en œuvre du projet de **130 millions** d'euros en soutien au développement des petites et moyennes entreprises.
 - En 2011, la Tunisie et l'Union européenne ont lancé un programme, d'un montant de 65 millions d'euros, visant le soutien de la formation professionnelle

et la meilleure employabilité des diplômés. Pour favoriser la création d'emploi, la Commission européenne a, de son côté, déjà prévu pour 2012 un montant de **60 millions** d'euros.

- La Commission et plusieurs Etats membres de l'UE ont également exprimé l'intention de développer la coopération relative au marché du travail et en matière de formation professionnelle en vue d'améliorer la qualité de la formation, l'employabilité de ses jeunes diplômés, et le nombre de stages professionnels et de postes d'apprentis à leur offrir.
- Pour en améliorer l'accès au marché européen, la Tunisie et l'UE vont signer un Protocole d'accord visant une intégration plus étroite des Petites et Moyennes Entreprises (PME) tunisiennes au réseau européen des entreprises (EEN). La Tunisie nommera un ambassadeur pour la promotion des PME en Europe.
- La **Banque européenne d'investissement** (BEI), qui a déjà engagé plus de 470 millions d'euros cette année en Tunisie, a annoncé son intention d'accroître ses financements, notamment en faveur des petites et moyennes entreprises. Elle espère atteindre un montant de 800 millions d'euros pour la Tunisie d'ici la fin de l'année, ce qui correspond à une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente. Les décaissements sur prêts ont enregistré une hausse de 50%. Ces interventions de la BEI permettront de créer un peu plus de 20 000 emplois directs. La BEI a également annoncé qu'elle examinait la possibilité d'étendre la période de grâce pour les prochains prêts accordés à la Tunisie, ce qui limitera les charges de la dette dans l'immédiat tout en assurant des ressources adéquates pour les investissements.
- Pour faire face aux défis historiques, les gouverneurs de la **Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement** (BERD) devraient accepter d'ici la fin de la semaine l'extension des opérations de la BERD à la Méditerranée du Sud et de l'Est et la demande d'adhésion de la Tunisie. La BERD a annoncé qu'un fonds de coopération sera opérationnel d'ici la fin de l'année. La BERD a déjà envoyé une mission en Tunisie en vue d'identifier des projets appropriés.
- Pour accélérer les interventions de la BERD en Tunisie, notamment en faveur des PME et pour la préparation des projets d'infrastructure, la Commission européenne a annoncé une contribution à hauteur de **20 millions d'euros** aux fonds de coopération de la BERD.
- Cette année, la Commission a déjà alloué 100 millions d'euros au renforcement de la **Facilité d'Investissement pour le Voisinage**. A travers cet instrument, elle entend générer de grands projets d'investissement en Tunisie en participant à leur financement, y compris pour des projets prioritaires dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports.

- Le développement de grandes initiatives régionales, telles que le Plan Solaire Méditerranéen, dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), contribuera à stimuler la croissance, l'emploi et le développement durable. A ce titre, les projets figurant dans le Plan Solaire Tunisien méritent une attention particulière. Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée s'emploiera à soutenir et à faciliter le financement et la réalisation des projets présentés par la Tunisie et labellisés dans le cadre de l'UpM.
- L'UpM propose d'organiser une **Conférence de soutien au développement économique et des investissements** en Tunisie en partenariat avec les institutions régionales clés afin de promouvoir de nouvelles opportunités d'affaires.
- La Task Force a convenu de la nécessité d'explorer davantage l'accès de la Tunisie à des programmes et des agences communautaires pour concrétiser l'accompagnement approprié à l'économie tunisienne.

Faire jouer au commerce et à l'intégration économique tout leur rôle

8. Les participants ont convenu que la poursuite de la modernisation de l'économie tunisienne était nécessaire pour continuer à créer la croissance et l'emploi. Le développement des liens commerciaux et économiques avec l'Union européenne et les pays maghrébins voisins et autres est une priorité des autorités tunisiennes.
 - La Tunisie et l'UE se sont accordées pour poursuivre les négociations de **libéralisation du commerce des produits agricoles, produits agricoles transformés et de la pêche**. Cette libéralisation pourra être progressive, en accordant à la Tunisie des calendriers de démantèlement asymétriques. Dans ce cadre, l'UE est disposée à étudier favorablement les propositions de la Tunisie en vue d'améliorer les concessions. Par ailleurs, la Tunisie et l'UE vont travailler ensemble pour développer les zones rurales, renforcer les capacités productives dans l'agriculture ainsi que la mise à niveau de ce secteur.
 - En vue d'instaurer à terme un espace économique commun, et dans le contexte de l'établissement d'un partenariat privilégié, la Commission européenne et les autorités tunisiennes sont tombées d'accord pour envisager dans les meilleurs délais la négociation d'un Accord qui contribuera à l'intégration progressive de leurs marchés dès que les conditions le permettent¹.
 - La Tunisie et l'UE ont décidé de lancer avant la fin de l'année les négociations d'un **accord sur l'acceptation et l'évaluation de la conformité des produits industriels** dans trois secteurs qui représentent une grande partie des

¹ L'ouverture des négociations **de cet accord de Libre-échange approfondi et global (ALEAG)** sera sujette à un accord du Conseil de l'UE.

exportations tunisiennes (industries mécaniques, électriques et matériaux de construction).

- Afin de soutenir la reprise durable du secteur touristique, de développer les opportunités d'affaires et de faciliter les liens entre les peuples, l'UE et la Tunisie débiteront prochainement les discussions préliminaires dans le but de parvenir à un accord aérien qui permettra de développer les liaisons aériennes et d'en réduire les coûts pour les passagers. La Tunisie sera associée avant la fin 2011 à un projet technique afin de promouvoir l'adoption du système de navigation satellite EGNOS pour améliorer la sécurité du transport aérien, notamment dans les aéroports moins équipés. En outre, compte tenu de l'importance du secteur touristique en Tunisie et dans le but de multiplier les échanges touristiques, l'UE et la Tunisie vont promouvoir un modèle de tourisme soutenable.

Développer le partenariat entre les peuples

9. La deuxième séance de la Task Force s'est penchée sur les façons de soutenir et d'appuyer la transition démocratique en Tunisie. Les participants ont notamment souligné l'importance de développer les liens entre les peuples.
 - Dans l'immédiat, la Task Force encourage les Etats membres de l'UE à faire plein usage des possibilités de facilitation des visas prévues au Code Schengen pour les étudiants, chercheurs, hommes d'affaires et toute autre catégorie de demandeurs de visa voyageant en bona fide. La Commission européenne s'engage à faciliter ce processus en prenant les initiatives appropriées dans le cadre de la coopération Schengen.
 - La Tunisie et la Commission européenne ont décidé de lancer, le 6 octobre prochain à Tunis, un dialogue sur la mobilité, la migration et la sécurité en vue de conclure un **partenariat pour la mobilité**. La Tunisie, qui a fait une proposition pour l'emploi et la mobilité, est le premier pays de la région avec lequel ces négociations seront lancées. Adapté aux besoins et aux spécificités propres de la Tunisie, ce partenariat vise notamment la facilitation des visas pour certaines catégories de personnes, la réadmission, la gestion concertée des frontières, l'accès au marché de l'emploi de l'UE, la migration, l'asile et le renforcement des capacités de la Tunisie dans ces domaines.
 - Pour renforcer la **coopération avec les institutions universitaires** tunisiennes, la Commission a annoncé l'octroi de ressources additionnelles pour les programmes Erasmus Mundus (20 million d'euros pour les pays du voisinage) et Tempus (11 million d'euros). Le renforcement du programme Erasmus Mundus permettra de financer plus d'un millier d'actions de mobilité, y compris pour les étudiants tunisiens.
 - Afin d'accroître la compétitivité de l'économie tunisienne dans les secteurs à haute valeur ajoutée et **plus intensif en technologie**, la Task Force a souligné la nécessité de renforcer et d'accélérer les programmes de recherche conjoints.

Dans ce contexte, l'UE donnera son plein appui à la participation accrue de la Tunisie à l'espace européen d'innovation et de recherche, et aux assises de la Recherche et de l'Innovation en Tunisie.

- Cette année, la Commission européenne a déjà mobilisé plus de 6 millions d'euros au bénéfice des organisations de la société civile tunisienne. Pour accroître son soutien à la société civile, la Commission européenne a annoncé le lancement de la Facilité de la Société Civile, dotée d'un budget de 22 millions d'euros en 2011 en faveur des pays du voisinage, dont la Tunisie. Les participants ont souligné le rôle important des acteurs non étatiques dans la réussite de la démocratisation. Dans ce contexte, les co-Présidents se félicitent de l'intention de l'Union européenne d'accroître son soutien aux organisations de la **société civile et aux autres acteurs non étatiques**.
- En outre, un soutien accru sera apporté aux **syndicats** dans le cadre des initiatives existantes et à venir.
- La Task Force a rappelé le rôle exemplaire joué par les femmes dans l'histoire de la Tunisie et reconnu leur rôle d'avant-garde dans le processus de transition en cours. Elles doivent de ce fait en rester des protagonistes et des bénéficiaires majeurs. La Task Force a identifié le soutien aux femmes tunisiennes comme un volet clé de la coopération à tous les niveaux.

S'investir dans la durée

10. Afin de garantir un suivi concret des engagements, et en raison de l'importance de se coordonner étroitement, la Task Force a décidé les mesures suivantes:

- Les représentants de l'UE et de la Tunisie se sont engagés à ce que le **Comité d'Association** suive la mise en œuvre des recommandations de la Task Force, notamment en vue de s'assurer que l'assistance technique de l'UE soutienne pleinement les priorités de réforme exprimées par le gouvernement tunisien.
- La mise en place de la Task Force et de la plateforme de coordination dans le cadre du **Partenariat de Deauville** du G8 offre la perspective d'une meilleure coordination de l'appui international, ce dont se félicite le gouvernement tunisien. La Commission européenne s'est engagée à renforcer les synergies entre les initiatives de la Task Force et celle du partenariat de Deauville.
- Il a été convenu d'organiser une **seconde réunion de la Task Force** au cours du premier semestre 2012.

Annexe

EU Tunisia Task Force Co-chaired by:

H.E. Mr Béji Caïd Essebsi, Prime Minister of Tunisia

H.E. Ms Catherine Ashton, High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy / Vice President of the European Commission

List of Participants

Tunisian Government

H.E. Mr Mohamed Mouldi Kefi, Minister of Foreign Affairs

H.E. Mr Jalloul Ayed, Minister of Finance

H.E. Mr Abdelhamid Triki, Minister of Planning and International Cooperation

H.E. Mr. Mokhtar Jallali, Minister of Agriculture and Environment

H.E. Mr. Adelaziz Rassaa, Minister of Industry and Technology

H.E. Mr. Ridha Belhaj, Minister to the Prime Minister

Mr. Khémaies Jhinaoui, Secretary of State to the Minister of Foreign Affairs in charge of European Affairs, Americas and Asia

Tunisian institutions

UGTT -Mr S'Himi, Secretary General responsible for External Relations

UTICA - Mrs W. Bouchamaoui, President.

EU Institutions

Mr Ignacio Salafranca, Member of the European Parliament

Mr Antonio Panzeri, Member of the European Parliament

Ms Annemie Neyts-Uyttebroeck, Member of the European Parliament

Ms Isabelle Montoya, Adviser, European Parliament

H.E. Mr Štefan Füle - Commissioner for Enlargement and ENP

H.E. Mr Bernardino Leon, EU Special Representative

H.E. Mr Adrianus Koetsenruijter, EU Ambassador to Tunisia and Libya

Switzerland

H.E. Ms Micheline Calmy-Rey, President of the Swiss Confederation

International Institutions

The European Investment Bank, EIB - Mr Claudio Cortese, Deputy Director General

The European Bank for Reconstruction and Development, EBRD -Mr Hans Peter Lankes, Head of Institutional Strategy

The World Bank, WB -Mr Janamitra Devan, Vice President & Head of Network

The International Monetary Fund, IMF -Ms Patricia Alonso-Gamo, Senior Advisor

The Islamic Development Bank, IDB -Mr Salah Mansour, Manager, North Africa Region

The African Development Bank, AfDB -H.E. Mr Donald Kaberuka, President

Union for Mediterranean, UfM - H.E. Mr Youssef Amrani, Secretary General

Anna Lindh Foundation -Mr Andreu Claret, Executive Director

Economic Cooperation Council -Mr. Andrea Canino, President

EU Member States

Germany -H.E. Dr Horst-Wolfram Kerll

Austria -H.E. Mr Johan Frölich

Spain -H.E. Mr Antonio Cosano

Greece -H.E. Ms Theodora Gromanidou

Hungary -H.E. Mr Gyorgy Pantos

Malta -H.E. Ms Victoria Ann Cremona

Holland -H.E. Mr Michiel Den Hond

Poland -H.E. Mr Olendzki Krzysztof

Portugal -H.E. Ms Rita Ferro

Belgium -H.E. Mr Alphonse Creusen

Finland -H.E. Ms Tiina Jortikka-Laitinen

Sweden -H.E. Mr Jan Thesleff

Luxembourg - H.E. Mr Jean Marc Hoscheit

Slovenia -H.E. Mr Iztok Mirošič

United Kingdom -H.E. Mr Chris O'Connor

Denmark -H.E. Ambassador Lars Vissing

Cyprus -H.E. Mr Kornelios Korneliou

Lithuania -Ms Ina Marciulionyte Director of the Latin America, Asia, Africa, Pacific
France -H.E. Mr Boris Boillon
Italy -H.E. Mr Pietro Benassi
Bulgaria -H.E. Mr Petko Doykov
Czech Republic -H.E. Mr Alexander Slaby

Private Sector

Mr Francisco de Lacerda, President of CIMPOR-Cimentos de Portugal

Mr Pier Francesco Guarguaglini, President of Finmeccanica

Mr Fabrizio Di Amato, President and CEO of Maire Tecnimont Group

Mr Roger Goudiard, Director of AFD

Mr Henri Giscard d'Estaing - President and CEO of Club Méditerranée

Mr Mickael Rees, President of British Gas, Tunisia

Mr Javier Monzón de Cáceres, President of INDRA

Mr José Manuel Entrecanales Domecq, President of ACCIONA

Mr Jean-Luc Decornoy, Vice-President of KPMG

Mr Jean-Louis Prades, Country Manager of Air France

Mr Slim Kchouck, Director General of Siemens-Tunisia

Mr Xavier Beulin, President of Prolea-Sofiproteol

Mr Timothy Collins, Lead shareholder of Kleinwort Benson

Ms Laurence Parisot, Director of Mouvements des Entreprises de France

Mr Guilhem Granier, Sanofi Aventis

Mr Radhi Meddeb, President of IPEMED

Mr Tarak Chérif, President of CONECT

Mr Noura, President of Arab Enterprise Institute

Mr Gérard de Mestrallet, President of Gas de France Suez

Mr Jean-Louis Guigou, President of IPEMED